



LE 6 JUIN ET APRÈS, CONTINUONS LE COMBAT CONTRE MACRON ET LES CAPITALISTES !

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement, mais aussi l'intersyndicale, cherchent à enterrer la mobilisation. Le premier cherchant «100 jours d'apaisement», la seconde en ayant repoussé la prochaine journée de grève au 6 juin et en allant "unie" à la table des négociations.

Le gouvernement en difficulté

Le gouvernement pensait avoir réglé la question des retraites au parlement, après avoir utilisé tous les rouages constitutionnels pour passer en force. Sous la pression de la contestation populaire massive, même des députés de droite veulent retirer la réforme. Le groupe LIOT, petit groupe réactionnaire à l'avant-garde de l'offensive xénophobe de Wuambushu, a déposé une proposition de loi pour revenir à la retraite à 62 ans. Les députés macronistes et le gouvernement veulent tout faire pour empêcher ce vote avec l'article 40 de la constitution. Compliqué pour Macron de tourner la page des retraites, notre mobilisation peut le faire reculer !

La lutte et les grèves continuent

Dans de nombreux secteurs les grèves continuent, principalement sur les salaires. Comme à l'usine Vertbaudet, dans le nord où les salariées sont en grève depuis le 20 mars pour des augmentations de salaires. Nous leur apportons tout notre soutien face à l'acharnement patronal et les agressions policières à leur encontre ! Et ils ne sont pas les seuls à se battre : à la gare Saint-Lazare les conducteurs ont débrayé massivement contre le manque d'effectifs ; au lycée Théodore Monod (93) bloquent les examens contre réforme du lycée pro ; à PSA Poissy ce sont les intérimaires qui ont débrayé pour être justement payés. De leur côté, les casserolades, et autres perturbations des déplacements du gouvernement, ne cessent pas. Le ras le bol général est bien présent, et ne cesse de s'exprimer **C'est dans ce cadre que le NPA d'Orléans**

apporte son soutien aux salariéEs en grève pour de meilleurs salaires à la Laiterie de St Denis de l'Hôtel !

La révolution contre l'offensive réactionnaire des patrons

Les macronistes et la droite (LR) se lancent dans un violent assaut xénophobe contre les migrants et les immigrés. Depuis plusieurs semaines, tous surenchérissent dans l'abject, en se livrant à une odieuse démagogie raciste qui ouvre une voie royale à Le Pen, Zemmour et aux groupes fachos qui sortent du bois, s'attaquent à des étudiants, grévistes ou migrants.

En face, la gauche bégaye, défend le "souverainisme" et le "protectionnisme national", comme si les frontières protégeaient les pauvres ! Face à l'extrême-droite et ses idées, il faut défendre clairement un programme pour l'abolition des frontières, pour renverser le patronat et accueillir nos frères immigrés !

01 juin 20h30
Cinéma des Carmes
« IL NOUS RESTE LA COLERE »
Le film sur la lutte des FORD
avec
Philippe POUTOU
Ancien travailleur à l'Usine de
Blanquefort



NON à la LOI de PROGRAMMATION MILITAIRE de MACRON et du CAPITAL

L'Assemblée nationale, qui examine en première lecture le projet de loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030, a adopté l'article 3 qui prévoit une enveloppe globale de 413 milliards d'euros sur l'ensemble de la période, ainsi que la trajectoire budgétaire dessinant une augmentation des crédits année après année.

Article 3

- ① Pour la période 2024-2030, le montant des besoins physico-financiers programmés s'élève à 413,3 milliards d'euros.
- ② Les ressources budgétaires de la mission « Défense », hors charges de pensions et à périmètre constant, évolueront comme suit entre 2024 et 2030 :
- ③

(En milliards d'euros courants)								
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total 2024-2030
Crédits de paiement de la mission « Défense »	47,04	50,04	53,04	56,04	60,32	64,61	68,91	400,00
Variation	+3,1	+3,0	+3,0	+3,0	+4,3	+4,3	+4,3	

- ④ Cette trajectoire de ressources budgétaires s'entend comme un minimum.

Alors que les Hôpitaux manquent de personnel, que l'Education Nationale peine à recruter des enseignantEs au juste prix la bande à MACRON s'attaque aux salarièEs en rallongeant l'Age de départ à la retraite pour soi-disant financer les retraites futures !

Le mensonge était déjà énorme mais l'augmentation du budget militaire dévoile où les capitalistes veulent placer leur argent.

L'augmentation mondiale de tous les budgets militaires ruine les pays mais accentue le risque de conflits de premier niveau, voire d'une généralisation des affrontements entre nations !

Les usines d'armements vont tourner à fond et les patrons et les actionnaires de ces entreprises vont s'en mettre plein les poches en misant su la peur des populations et en faisant jouer les fibres patriotiques réactionnaires !

Jeunesse : la généralisation du SNU : un endoctrinement de masse !

Le SNU (service national universel), qui est un retour discret du service militaire, est en passe d'être généralisé.

D'après une note du ministère de l'Éducation nationale révélée par *Politis*, un nouveau projet autour du SNU consisterait à contraindre touTEs les élèves de seconde (et les élèves de première CAP) d'y passer 12 jours durant leur temps scolaire. Ce projet serait expérimenté dans six département : le Cher, les Hautes-Alpes, les Vosges, le Finistère, la Dordogne et le Var, au sein desquels le SNU deviendrait donc obligatoire. Le coût serait de deux milliards d'euros annuels. L'objectif étant le suivant : rendre le SNU obligatoire, partout, d'ici 2026.

Ne nous y trompons pas, le projet reste le même que celui du service militaire, quoique plus insidieux : embrigader la jeunesse, nous apprendre l'obéissance, la discipline et l'amour de la patrie. Cette normalisation de l'esprit militaire fait d'ailleurs écho au récent débat sur le port obligatoire de l'uniforme scolaire.

Nous le savons, le manque de moyens liés à l'école, et les différentes contre-réformes comme celle des retraites ne nous offrent plus de perspectives d'avenir désirables. Dans ces conditions, et à un moment si crucial de notre développement, en pleine période scolaire, quel recul critique pourrons-nous avoir ?

Mise au pas généralisée

La jeunesse paie les frais des politiques antisociales des gouvernements successifs. Destruction du service public de l'éducation avec Parcoursup et la réforme du BAC, conditions d'enseignement et d'études dégradées, gratuité réelle de l'éducation non garantie... Dans ce contexte, la priorité du gouvernement pour la jeunesse scolarisée est bien claire : celle de la mise au pas généralisée.

Pour le moment, le gouvernement n'a pas pris officiellement la parole pour détailler ou valider le projet. La prise de décision finale par Macron devait se faire en janvier, mais ne cesse d'être reportée. Nous nous doutons bien qu'en plein mouvement social historique contre la réforme des retraites, le gouvernement craint une explosion des colères.

Donnons-leur raison : contre la militarisation et l'embigadrement, reste à construire une mobilisation d'ampleur contre le SNU !